

ÉVALUATION RAPIDE DE PROTECTION

PROVINCE DU NORD-KIVU

SEPTEMBRE – DECEMBRE 2025



sodec racid caritas_goma midfehops protection
aacds alerte_scolaire remed
ophkdrc sopromad fda aaco waza_and_act femisa
lucoder caap_t ciaud
ohav asopsi safdf spn dfj updco dca apdh
cluster pret_rdc aircep biferd
apetamako abaav Cluster Protection scc sylam acope
arde

intersos
syopadi

SOMMAIRE

	1
1. INTRODUCTION	1
2. METHODOLOGIE	2
3. PRINCIPAUX RESULTATS	3
4. ANALYSE ET TENDANCES GLOBALES	4
4.1. MOUVEMENT DE POPULATION	4
4.2. PROTECTION GÉNÉRALE & SÉCURITÉ	5
4.3. VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE	6
4.4. PROTECTION DE L'ENFANT	7
4.5. LOGEMENT, TERRE ET PROPRIÉTÉ	8
4.6. LUTTES ANTI-MINES	9
5. ANALYSE DE PROTECTION	10
5.1. SYSTÈME PAR TERRITOIRE	10
5.2. SYNTHÈSE DE LA SITUATION ET BESOINS PRIORITAIRES	11
6. RECOMMANDATIONS	13

1. INTRODUCTION

La situation humanitaire et de protection au Nord-Kivu s'est fortement détériorée à la suite de l'offensive menée par l'Alliance Fleuve Congo / M23 (AFC/M23) au début du mois de janvier 2025. Cette offensive a conduit à la prise de plusieurs localités, et a provoqué d'importants déplacements forcés de populations.

Depuis lors, la province demeure le théâtre d'affrontements persistants entre groupes armés, entraînant de nombreux abus et violations des droits humains, notamment des violences basées sur le genre et des atteintes graves aux droits de l'enfant.

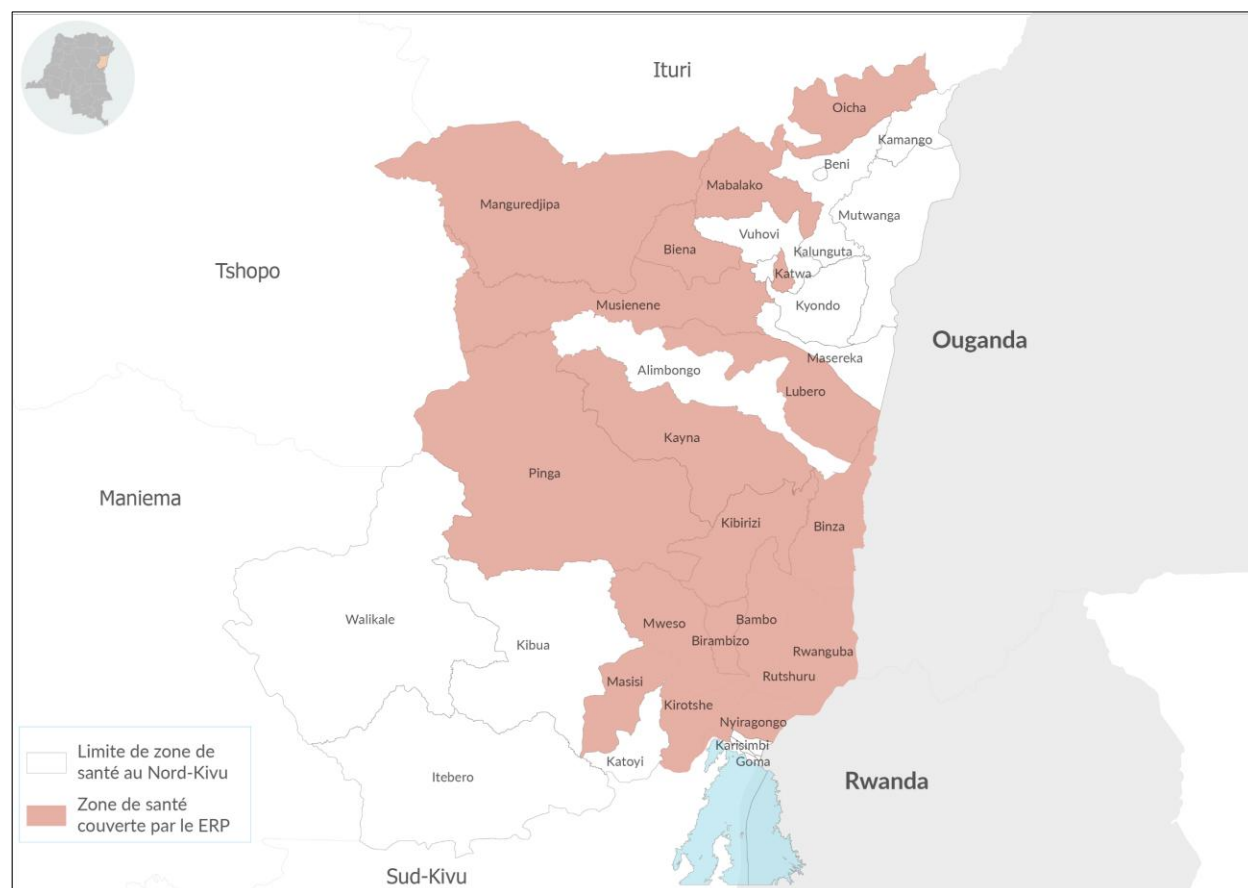
Ce rapport présente le profil de protection et met en exergue les interactions entre les menaces, les vulnérabilités et les capacités des populations

face aux dynamiques de crises enregistrées dans la province du Nord-Kivu.

Il fournit également une évaluation de la situation dans les différentes localités, principalement les zones de retour, et analyse les risques de protection et besoins prioritaires ainsi que leur impact sur la durabilité des retours. Il permet, à l'entame de l'année 2026, de :

- Alerter sur les violations graves et les principaux risques de protection.
- Identifier les zones critiques et les besoins prioritaires non couverts
- Formuler des orientations pour la mise en œuvre d'activités qui « ne nuisent pas »

Zones de santé dans la province du Nord-Kivu couvertes par les ERP



2. METHODOLOGIE

Fondé sur les évaluations rapides de protection (ERP) de septembre et décembre 2025, ce rapport analyse la situation de 18 zones de santé à travers les territoires de Beni, Lubero, Rutshuru, Masisi, Nyiragongo et Walikale (Nord-Kivu).

Tableau 1 : Chiffres clés par territoires

Territoire	# ZS	# IC	Participants au FG
Lubero	5	149	1 246
Masisi	3	249	832
Nyiragongo	1	90	306
Oïcha	2	64	612
Rutshuru	6	391	1 867
Walikale	1	7	82
Total	18	950	4 945

Deux méthodes de collecte ont été utilisées afin de croiser des données quantitatives et qualitatives et renforcer leur fiabilité. Ces évaluations ont permis d'effectuer des entretiens avec **950 informateurs clés** (616 hommes et 334 femmes) sélectionnés pour leur connaissance du milieu (autorités, corps médical, enseignants etc.) et des groupes de discussion avec un total de **4 945** (2 261 hommes et 2 684 femmes) issus des diverses catégories de populations affectées

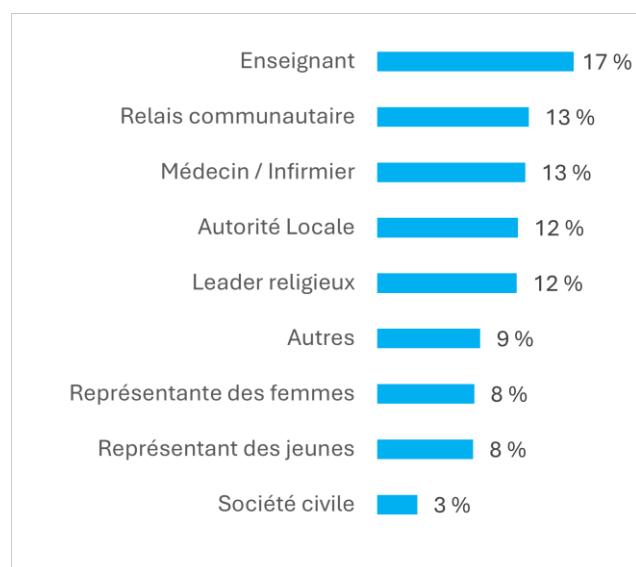
(personnes déplacées internes (PDI), personnes retournées, des communautés hôtes).

L'analyse des données thématiques (Mouvements de population, situation sécuritaire, protection générale, protection de l'enfant, VBG, LTP, LAM, Cohabitation pacifique, infrastructure de base et besoins de la population) a permis de vérifier les tendances majeures.

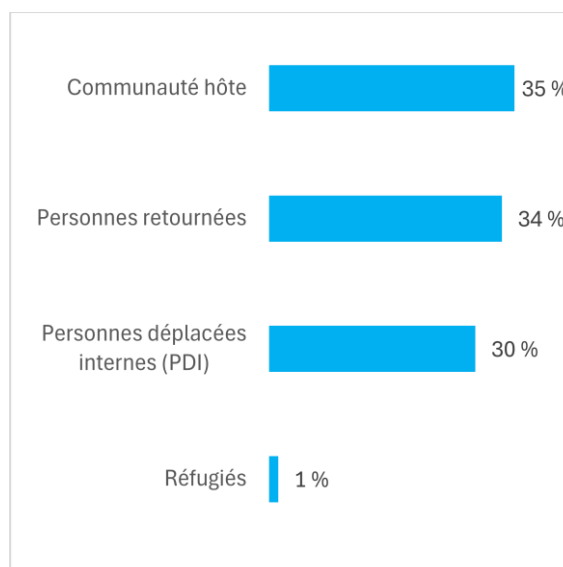
LIMITES DU RAPPORT

- L'accès aux zones de Bambo et Pinga reste restreint, impliquant une possible sous-évaluation des incidents.
- Les données du Grand Nord, collectées en septembre, nécessiteraient une mise à jour.
- Analyse partielle des aspects transversaux de la protection.
- Les données issues des participants peuvent être biaisées, pouvant conduire à une surestimation ou une sous-estimation des besoins.

Participants aux focus groupes selon le statut



Profils des informateurs clés



3. PRINCIPAUX RESULTATS

Vue d'ensemble d'indicateurs clés :

100 % Incidents sécuritaires (PINGA – BIRANBIZO)	77 % Homicides (KIBIRIZI)	100 % Déscolarisation (PINGA)	91 % Conflits fonciers (MABALAKO)
90 % Agressions sexuelles /viols (BIRAMBIZO)	43 % Conflits communautaires (Masisi)	65 % Mouvements pendulaires (KIBIRIZI)	78 % Arrestations arbitraires (BIENA)
77 % Incidents REG / EEI (KAYNA)	94 % Chômages & VBG (BAMBO)	90 % Insécurité des femmes (KIBIRIZI)	92 % Recrutement des enfants (KIBIRIZI)



Protection Générale et Sécurité

La province fait face à une crise de protection majeure, caractérisée par un effondrement de l'État de droit et une insécurité généralisée.

- **Violence létale** : Taux d'homicide de 77 % à Kibirizi (Rutshuru) et insécurité totale (100 %) à Pinga.
- **Abus de pouvoir** : À Lubero, la population subit un harcèlement administratif systématique, avec 86 % d'arrestations arbitraires.
- **Tensions sociales** : À Mweso et Nyiragongo, on note un effritement de la cohabitation entre populations hôtes et déplacés due à la pénurie de ressources



Action de Lutte contre les Mines

La contamination par les engins explosifs restreint l'accès humanitaire et la mobilité :

- Outre Nyiragongo (68 % des personnes), les zones de Pinga (86 %) et Kayna (71 %), Rutshuru (65 %) et Oicha (66 %) sont désormais gravement impactées.



Logement, Terre et Propriété

Le foncier demeure le moteur principal de l'instabilité structurelle.

- Outre Birambizo, toutes les zones de santé sont fortement impactées par des conflits fonciers selon plus de 50 % des personnes. À Nyiragongo, 89 % des personnes signalent des conflits fonciers actifs, une situation exacerbée par la pression démographique liée aux déplacements massifs. Le constat est le même à Mabalako (91 %), Binza (87 %), Kirotshé (86 %) et Masisi (86 %).



Violences Basées sur le Genre

Le risque de VBG est omniprésent, alimenté par des facteurs structurels et conjoncturels :

- **Précarité économique** : Moteur principal des VBG à Bambo (94 % des personnes).
- **VBG dans le contexte de guerre** : selon 87 % des personnes, les incidents à Lubero sont liés à l'usage de substances.
- **Violences sexuelles** : Risque critique à Birambizo (90 %)



Protection de l'Enfance et Éducation

La situation des mineurs est critique, compromettant l'avenir de la région :

- **Déscolarisation** : à Pinga, selon 100 % personnes, la déscolarisation demeure le principale risque de protection pour les enfants.
- **Recrutement forcé** : Le principale risque selon 92 % des personnes à Musienene, aggravé par l'occupation militaire des écoles.



Infrastructures et Services de Base

On observe un effondrement des services essentiels :

- **Destructions** : Les infrastructures scolaires sont dévastées (48 % à Oicha et jusqu'à 94 % à Bambo).
- **Absence de l'État** : À Pinga, les services publics sont quasi inexistant (86 % de réponses négatives sur leur disponibilité).

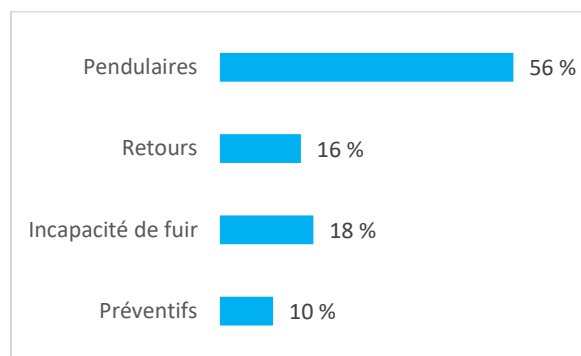
4. ANALYSE ET TENDANCES GLOBALES

Dans un contexte d'insécurité multiforme, les mouvements de populations au sein de la province du Nord-Kivu illustrent des stratégies de survie désespérées. Bien que dangereuse, la mobilité est devenue un levier de protection vital pour les populations civiles.

4.1. MOUVEMENT DE POPULATION

DYNAMIQUES DES DÉPLACEMENTS

Types de mouvements



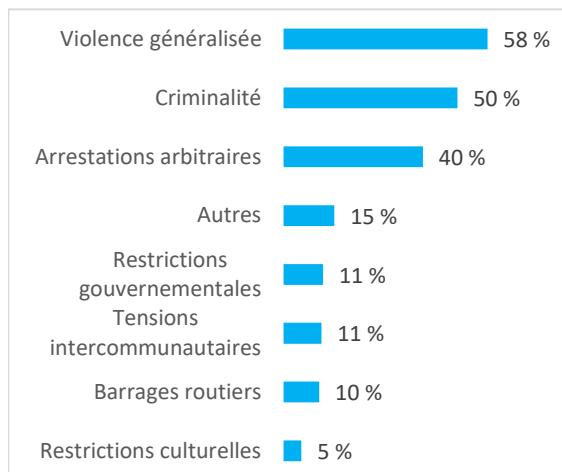
Le **mouvement pendulaire** est la dynamique dominante qui s'observe à **Kibirizi** (65 %), **Birambizo** (60 %), **Lubero** (60 %) et **Binza** (58 %). Quotidiennement ou hebdomadairement, les populations alternent entre leurs lieux de refuge (centres urbains, sites spontanés) et leurs zones de provenance pour, notamment, accéder à leurs champs. Bien que vital pour la sécurité alimentaire, ce mouvement expose les civils à des menaces extrêmes sur les axes routiers, comme les braquages, les enlèvements et l'exposition aux restes et explosifs de guerre.

À côté de cela, des vagues de **déplacements préventifs** sont observées à Biena (33 %) et Bambo (26 %) face à l'imminence d'attaques. Les déplacements secondaires et multiples des PDI sont les plus observés à Oicha (31 %).

À l'inverse, il est constaté une certaine immobilité ou « absence de mouvement », à Nyiragongo (28 %). Cette absence de mouvement n'est pas un signe de stabilité, mais reflète, au contraire, une **incapacité de fuir** liée à l'encerclement ou à la saturation des zones d'accueil.

ENTRAVES À LA LIBERTÉ DE CIRCULATION

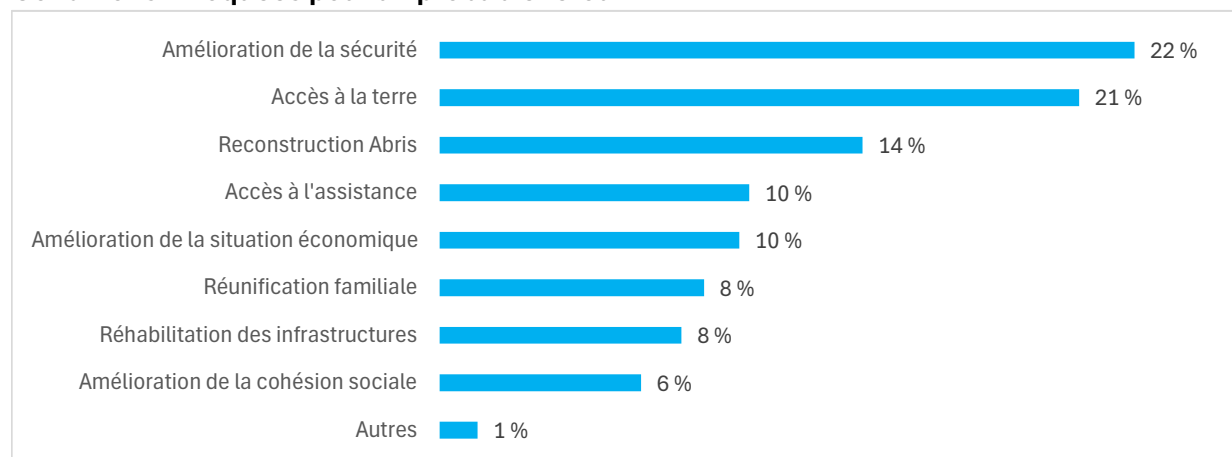
Causes de restriction de mouvements



La mobilité est compromise par trois causes majeures selon la zone géographique :

- **Violence généralisée** : L'intensification des combats et la présence de groupes armés paralysent le transport routier dans le territoire de **Rutshuru**, affectant particulièrement **Mweso** (84 %), **Kibirizi** (70 %) et **Binza** (67 %).
- **Abus et tracasseries** : Constituent la menace majeure dans le territoire de Lubero, notamment à Kayna (86 %) et Mabalako (72 %). La liberté de circulation y est restreinte en raison de la multiplication des barrières illégales, servant de levier à l'extorsion et au harcèlement.
- **Mines et engins explosifs** : Facteur particulièrement critique à Kayna (77 %), Rutshuru (70 %), Kirotshe (63 %) et Oicha (63 %), où cette « pollution invisible » entrave l'accès aux terres agricoles et crée des zones de danger mortel.

Conditions invoquées pour un probable retour



4.2. PROTECTION GÉNÉRALE & SÉCURITÉ

Prévalence de la violence létale dans les zones de conflit

Le territoire de Rutshuru s'impose comme l'épicentre des violences physiques directes.

- **Zone de santé de Kibirizi** : Les homicides et meurtres représentent **77 %** des incidents de protection signalés, illustrant une violence extrême envers les civils dans le contexte de représailles et d'affrontements.
- **Zone de santé d'Oicha (Beni)** : La menace armée est omniprésente. **100 %** des sources locales identifient les attaques des groupes

Dans les secteurs enclavés tels que Pinga (Walikale) et Birambizo (Rutshuru), l'absence de l'autorité étatique est quasi totale, avec un taux de vacance institutionnelle estimé entre 86 % et 90 %.

Cette carence administrative a favorisé l'émergence de pouvoirs parallèles où des groupes armés exercent un contrôle effectif sur la vie socio-économique, soumettant les populations civiles à une gouvernance arbitraire et imprévisible.

Défis liés à la gouvernance et contraintes institutionnelles

Dans les zones théoriquement sous contrôle gouvernemental, la dynamique sécuritaire est

La situation sécuritaire globale demeure critique et se caractérise par une fragmentation territoriale marquée. La province du Nord-Kivu est actuellement confrontée à une triple dynamique de vulnérabilité : l'intensité des conflits armés, la défaillance de la gouvernance administrative et une criminalité endémique. Tout cela génère des conséquences majeures sur les populations, caractérisées par une rupture de l'accès aux champs et précarisation des moyens de subsistance.

armés (notamment les ADF) comme le risque sécuritaire prédominant, soulignant une insécurité systémique.

Érosion de l'autorité de l'État et « zones de non-droit »

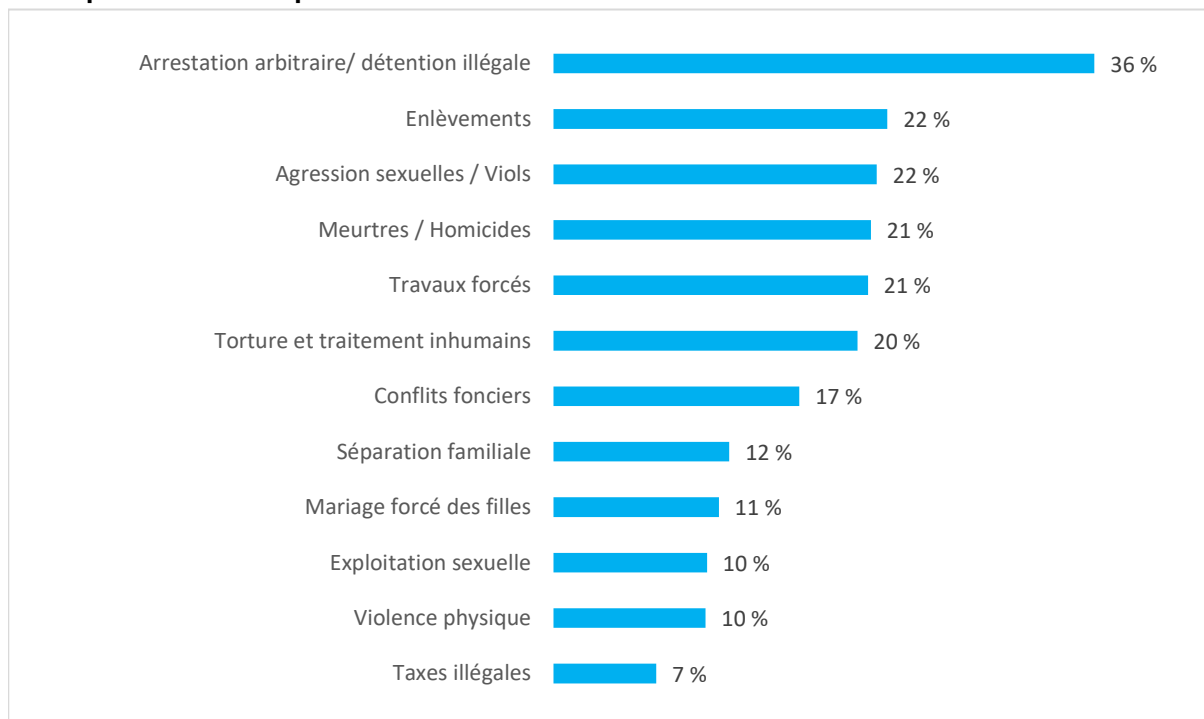
paradoxe. On observe une transition de la violence directe vers une pression institutionnelle :

- À **Kayna (Lubero)** et **Mabalako (Beni)**, les arrestations arbitraires constituent le principal

frein à la liberté de circulation (respectivement **86 %** et **72 %** des incidents rapportés).

Cette situation limite drastiquement l'accès aux moyens de subsistance, notamment aux zones agricoles.

Principales menaces pour la sécurité



- Cette situation engendre une crise de confiance profonde : les forces de défense et de sécurité sont perçues par les populations civiles de manière ambivalente, agissant parfois comme vecteurs d'insécurité plutôt que comme agents de protection.

Rupture de l'accès aux champs et précarisation des moyens de subsistance

Plus de la moitié de la population dans les zones évaluées subit des restrictions de mouvement. Ces entraves découlent de facteurs variés, par exemple, à :

- **Rutshuru** : Insécurité et violences physiques.
- **Lubero** : Contraintes administratives.
- **Beni** : Présence de mines et d'engins explosifs.

4.3. VIOLENCES BASÉES SUR LE GENRE

Prévalence et typologie des risques

Les Violences Basées sur le Genre (VBG) constituent une urgence humanitaire aussi silencieuse qu'omniprésente. L'analyse des données de terrain met en lumière trois dynamiques structurelles :

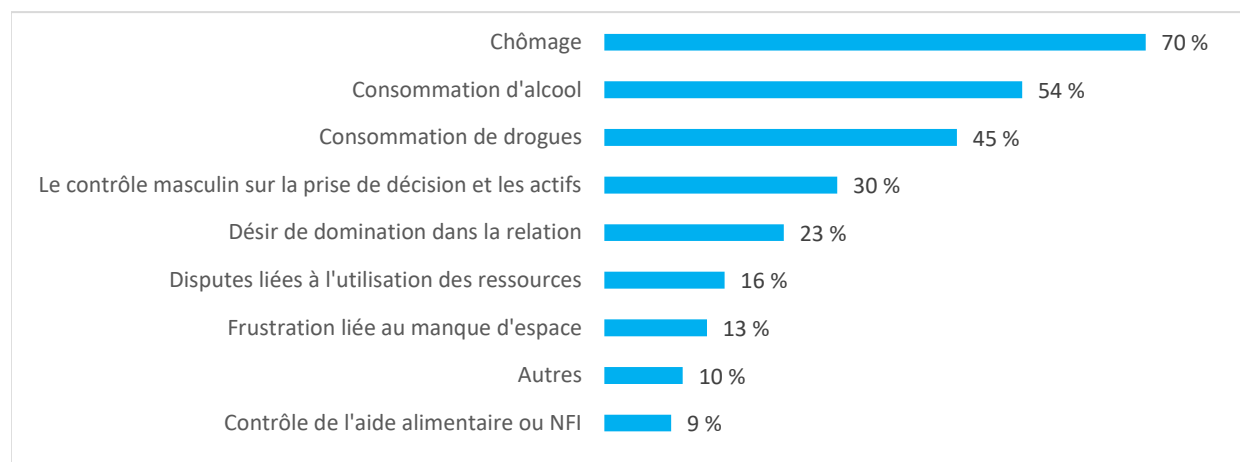
VBG de survie : Le poids de la précarité (Zones urbaines et de déplacement) Dans les zones périurbaines saturées telles que Nyiragongo et Oicha, l'indigence économique est le principal catalyseur des abus. À Nyiragongo, 94 % des informateurs corrélaient directement les VBG au chômage et à l'absence de revenus. Face à l'urgence alimentaire, de nombreuses femmes et filles sont acculées à des « stratégies de survie négatives » (sexe de survie), ce qui accroît

drastiquement leur vulnérabilité à l'exploitation sexuelle.

Militarisation et impunité : À Lubero et Musienene, une corrélation étroite (87 %) est observée entre la recrudescence des VBG et la

Barrières économiques : Malgré le principe de gratuité des soins, les coûts indirects (transport, kits de dignité, ordonnances additionnelles) restent excessifs, comme le soulignent 47 % des répondants à Kayna.

Principales causes des VBG



consommation de substances psychoactives (alcool, drogues) par les porteurs d'armes. Ce climat est aggravé par une impunité persistante, qui favorise la répétition des agressions.

Les violences sexuelles comme arme de guerre : Dans les zones de conflit actif comme Bambo (Rutshuru), les viols et agressions sexuelles représentent 84 % des risques. Ici, la violence sexuelle est instrumentalisée comme une arme de guerre qui contribue au traumatisme et aux déplacements forcés.

Accès aux services et barrières à la prise en charge

L'accès à une réponse holistique (médicale, psychosociale et juridique) demeure gravement entravé par plusieurs facteurs critiques :

Insécurité et éloignement : À Mabalako, un tiers des survivantes (33 %) ne peut accéder aux structures de soins en raison de l'insécurité des axes routiers et de la distance géographique.

Déficit de qualité et de confidentialité : À Lubero, 56 % des sources dénoncent la précarité des services, citant notamment les ruptures de stocks d'intrants médicaux, le manque de qualification du personnel et le non-respect de la confidentialité.

4.4. PROTECTION DE L'ENFANT

Les enfants sont les premières victimes de la crise actuelle. Les données recueillies révèlent une rupture quasi totale de l'environnement protecteur dans les zones de conflit actif, laissant les mineurs sans défense face à des menaces structurelles et conjoncturelles.

ANALYSE DES RISQUES MAJEURS

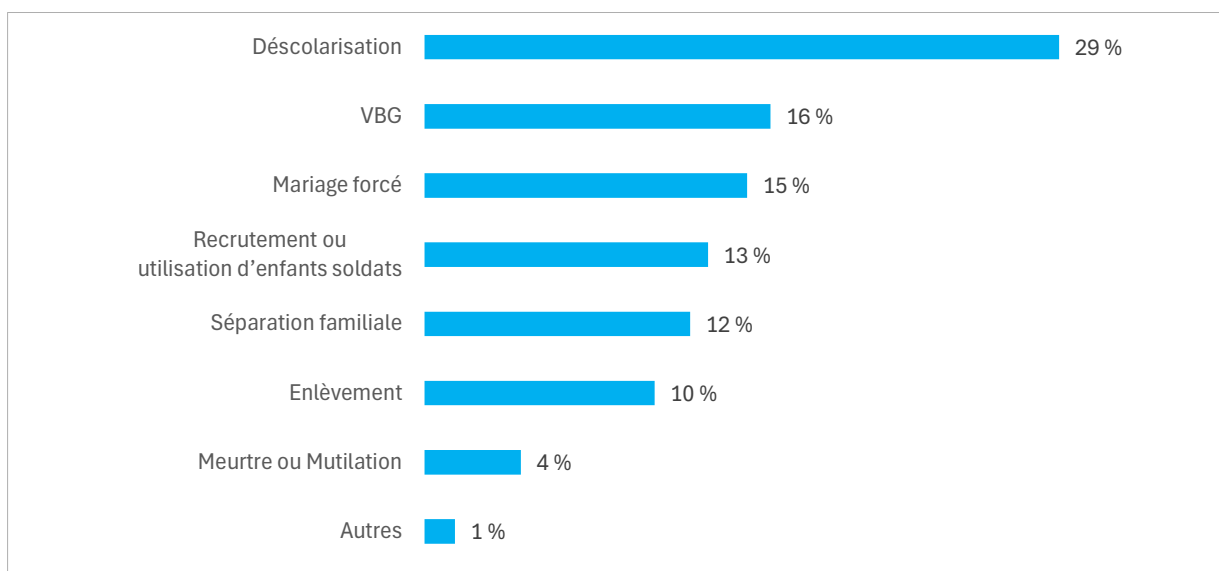
▪ **Recrutement / Utilisation d'enfants (EAFGA¹) :** Le risque atteint un niveau extrême dans le territoire de Lubero. À **Musienene**, le taux d'alerte concernant le recrutement grimpe à 81 %. Ce phénomène est exacerbé par

¹ Enfants Associés aux Forces et Groupes Armés.

l'occupation militaire des infrastructures scolaires (25 % à Musienene, 60 % à Birambizo). En transformant les sanctuaires éducatifs en bases logistiques, les groupes armés facilitent l'endoctrinement et le recrutement forcé.

- **Déscolarisation massive (Un vecteur de vulnérabilité) :** L'interruption de la scolarité atteint des seuils critiques : **100 % à Pinga**

Principaux risques pour les enfants



(Walikale) et **96 % à Bambo** (Rutshuru). À Pinga, l'absence de services étatiques transforme l'école en un privilège hors de portée. La déscolarisation massive qui en résulte, crée un cercle vicieux qui accroît considérablement le risque d'exploitation économique des enfants et de recrutement par des groupes armés.

- **Enlèvements et séparations familiales :** À **Oicha** (Beni), 74 % des sources rapportent des enlèvements d'enfants, perpétrés lors d'incursions des ADF ou sur les axes agricoles. Ces violences, couplées aux déplacements massifs de population, aggravent les séparations familiales (77 % des cas).

ÉTAT DES INFRASTRUCTURES SCOLAIRES

L'intégrité des bâtiments scolaires est un indicateur direct de la sécurité des enfants. La destruction ou le détournement des écoles est

utilisé soit comme tactique de terreur, soit comme bouclier militaire :

- **Destruction systématique :** 94 % des écoles à Bambo et 56 % à Nyiragongo sont endommagées ou détruites.
- **Occupation militaire :** À Birambizo, 60 % des établissements sont occupés par des troupes.

Cette pratique viole le droit international humanitaire et transforme des lieux d'apprentissage en cibles militaires légitimes, exposant les enfants à un danger mortel.

4.5. LOGEMENT, TERRE ET PROPRIÉTÉ

Le conflit foncier est une problématique systémique qui alimente les violences intercommunautaires, exacerbée par les vagues successives de déplacements. La situation est critique, avec la quasi-totalité des zones évaluées rapportant des tensions actives. Des pics alarmants sont enregistrés à **Kayna (93 %)** et **Mweso (92 %)**.

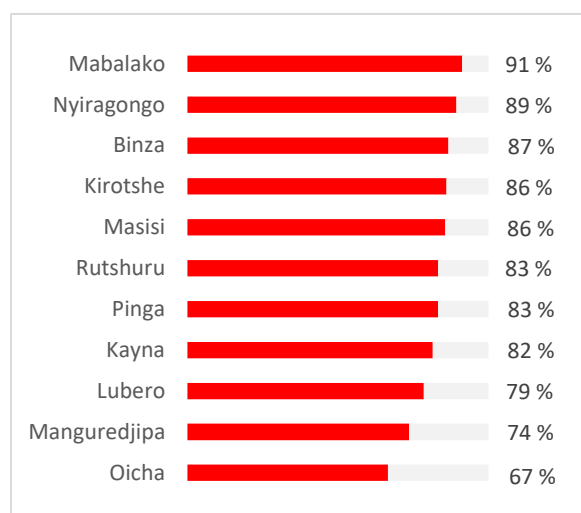
Typologie des tensions :

- **Accaparement de terres :** À Pinga et Masisi, la saisie de terres arables par des acteurs puissants ou armés fait obstacle au retour durable des populations.

- **Pression locative et évictions** : À Oicha et Nyiragongo, l'explosion démographique provoque une flambée des loyers, entraînant l'expulsion forcée des déplacés les plus vulnérables.
- **Conflits coutumiers** : À Lubero, 42 % des litiges découlent d'une contestation du pouvoir traditionnel dans la gestion foncière.

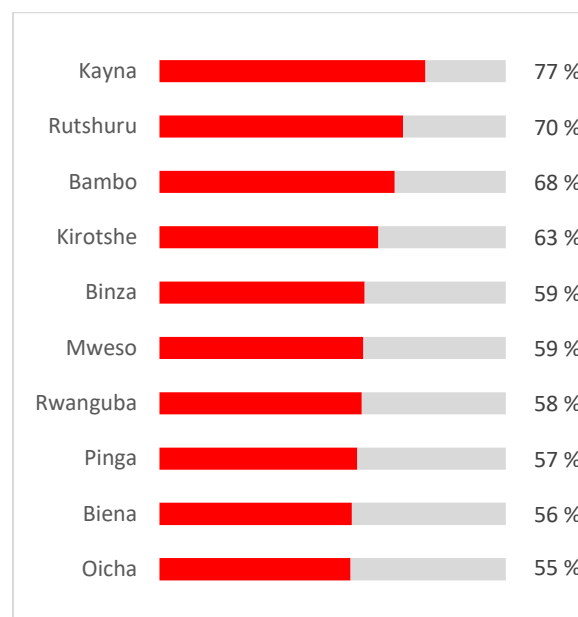
Limites de la médiation : Les mécanismes locaux (CLPC, Barza) se révèlent souvent saturés ou manquent de légitimité face à l'influence des groupes armés impliqués dans ces contentieux.

Conflits fonciers actifs (Principales zones de santé)



et force les déplacés et les hôtes à partager des espaces restreints et sûrs.

Incidents mines & REG (principales zones de santé)



4.6. LUTTES ANTI-MINES

La menace des mines et Restes Explosifs de Guerre (REG) s'étend géographiquement et impacte sévèrement les moyens de subsistance.

Incidents : Des niveaux élevés sont rapportés à **Kayna** (77 %), **Rutshuru** (70 %) et **Bambo** (68 %), confirmant que la contamination n'est plus limitée à Beni.

Impact : À **Oicha**, 55 % des zones agricoles sont inaccessibles (« zones évitées »), créant une insécurité alimentaire artificielle dans des zones fertiles.

Cohabitation : La présence de mines exacerbe les tensions, car elle limite les terres disponibles

5. ANALYSE DE PROTECTION

5.1. SYSTÈME PAR TERRITOIRE

TERRITOIRE DE BENI

Les dynamiques d'insécurité varient sensiblement selon les zones :

- **Oicha (Menace asymétrique et pollution aux engins explosifs) :** Au-delà des incursions des ADF, l'accès humanitaire et agricole est paralysé : **63 % des terres arables** sont inaccessibles du fait de la présence de mines et des REG.
- **Manguredjipa :** Nouveau point chaud avec un indice de sécurité à **63 %**. La cohabitation entre forces étrangères (présentes à 43 %) et groupes d'autodéfense plonge la zone dans une confusion sécuritaire totale.
- **Mabalako (Exactions institutionnelles) :** Les **arrestations arbitraires (72 %)** constituent le principal frein à la liberté de mouvement des populations.

TERRITOIRE DE LUBERO

Lubero est marqué par la violence structurelle et l'activisme des groupes armés.

À **Kayna**, la liberté est entravée à 86 % du fait des **arrestations arbitraires** perpétrées par les porteurs d'armes.

- Le climat d'insécurité, marqué par la présence d'hommes armés (souvent sous l'emprise de stupéfiants), génère un sentiment de peur chez 63 % des femmes interrogées. Cette vulnérabilité est exacerbée par les défaillances du système de santé : 56 % des femmes déplorent la faible qualité des soins, tandis que 47 % se heurtent à des barrières financières insurmontables pour accéder aux services de base.
- **Musienene**, est présentée comme un foyer de recrutement d'enfants par les groupes armés (81 % des sources), accentué par l'occupation de près de 25 % des écoles.

- 93 % des localités sont touchées par des conflits fonciers (notamment Kayna et Lubero Centre), nés de l'occupation illégale des terres par les PDIs et des difficultés de restitution lors des retours. En outre, 42 % des conflits enregistrés dans la zone, portent sur des rivalités de pouvoir coutumier.

TERRITOIRE DE WALIKALE

Le territoire de Walikale (**Zone de Pinga**) illustre un cas critique d'enclavement et de déliquescence institutionnelle :

- **Sécurité et Contrôle :** L'insécurité est omniprésente (**100 % d'incidents signalés**). La zone échappe au contrôle de l'État, les groupes armés et d'autodéfense constituant l'unique autorité sécuritaire identifiée.
- **Services de base et Éducation :** L'absence de l'État (86 %) a entraîné un effondrement du système éducatif, marqué par un **taux de déscolarisation de 100 %**.
- **Vulnérabilité des retournés :** Bien que 53 % de la population soit composée de retournés, ces derniers vivent sans protection ni assistance, particulièrement exposés aux risques de représailles.

TERRITOIRE DE RUTSHURU

Le territoire de Rutshuru traverse une crise de protection multidimensionnelle caractérisée par :

- **Une insécurité extrême :** Une liberté de mouvement quasi nulle (86 % à Binza) et une prédominance d'homicides et de violences armées (Kibirizi, 70 %) bloquant l'accès aux services.
- **Une vulnérabilité accrue des femmes et des enfants :** Utilisation systématique des violences sexuelles (84 % à Bambo), recrutement forcé de mineurs et effondrement total du système scolaire (94 % de destruction à Bambo).

Priorité humanitaire : Rétablir l'accès sécurisé pour fournir une protection d'urgence et une réponse multisectorielle (VBG, Éducation, Abris, Vivres, Médiation foncière).

TERRITOIRE DE MASISI

Le territoire de Masisi, particulièrement dans les zones de **Mweso** et **Kirotshe**, demeure un épicrocent de l'instabilité foncière et sécuritaire. La mobilité de la population y est dictée par une **stratégie de survie** hautement périlleuse.

■ **Mweso : Une économie de survie entravée par les engins explosifs**

- ✓ **Mobilité** : 66 % de la population recourt à des mouvements pendulaires quotidiens entre zones de refuge et zones de production.
- ✓ **Contamination par les mines** : Une menace critique (79 % d'incidents signalés) qui engendre un blocage quasi total de l'accès aux moyens de subsistance et aux ressources vitales.
- ✓ **Crise foncière** : Le conflit foncier (92 %) est exacerbé par l'accaparement des terres arables, privant les populations civiles de leur autonomie alimentaire.

■ **Kirotshe : Insécurité et entraves au retour**

- ✓ **Activisme armé** : Présence de groupes armés, à l'origine de 75 % des incidents de sécurité, maintenant un climat de peur constante.
- ✓ **Obstacles au retour** : Les conflits fonciers (77 %) constituent le principal frein au retour durable des PDIs, pérennisant ainsi leur dépendance à l'aide humanitaire.

TERRITOIRE DE NYIRAGONGO

Situé en périphérie immédiate de Goma, le territoire de Nyiragongo fait face à une **saturation démographique** qui dégrade les mécanismes de protection communautaire.

■ **Protection et VBG (Violences Basées sur le Genre) :**

- ✓ **Déterminants économiques** : 94 % des sources locales relient la hausse des VBG à la précarité (chômage, stress économique).
- ✓ **Risques d'exposition** : Dans leur quête de survie (collecte de bois, petit commerce), 71 % des femmes sont exposées à des risques d'agressions majeurs.
- ✓ **Pression foncière** : 74 % des conflits sont liés à la saturation de l'espace et à l'inflation des coûts locatifs, précarisant davantage les ménages déplacés.

■ **Infrastructures et Services de Base :**

- ✓ **Éducation en péril** : 56 % des infrastructures scolaires sont rapportées comme détruites ou endommagées. Cette situation accroît drastiquement les risques de déscolarisation, de recrutement par les groupes armés et d'exploitation économique des enfants.
- ✓ **Tensions communautaires** : La pression sur les points d'eau et les services sociaux de base génère des frictions entre populations hôtes et déplacés.

5.2. SYNTHÈSE DE LA SITUATION ET BESOINS PRIORITAIRES

SITUATION DES INFRASTRUCTURES DE BASE

- **Écoles** : La situation est catastrophique à **Bambo** où selon 89 % des écoles sont rapportées comme détruites ou endommagées. À **Nyiragongo**, ce chiffre atteint 56 %. L'occupation des écoles par des porteurs d'armes ou des déplacés (25 % à Musienene, 60 % à Birambizo) prive les enfants d'éducation et les expose au recrutement.
- **Santé** : Bien que présentes physiquement, les structures de santé sont souvent inaccessibles financièrement ou pillées (59 % de destruction rapportée à Mweso, 42 % à Pinga). Cela a un impact direct sur la prise en charge des

EVALUATION RAPIDE DE PROTECTION

Province du Nord-Kivu

Septembre à décembre 2025



survivantes de VBG (délai de 72h pour les kits PEP).

- **Marchés** : L'accès est restreint par les barrières illégales et l'insécurité, paupérisant les ménages (ex. : à Pinga, 42 % des marchés impactés).

SYNTHÈSE ANALYTIQUE

Bien que la crise sécuritaire demeure le pivot central, le Nord-Kivu s'apparente à une mosaïque de crises imbriquées :

1.AXE SUD : Rutshuru, Masisi

Epicentre d'une **violence aiguë**, marquée par une létalité élevée (**homicides**) et une mainmise des groupes armés sur les civils.

2.AXE NORD : Beni, Walikale

Zones caractérisées par une **insécurité chronique** aggravée par l'**enclavement** (Pinga), et la **menace croissante des engins explosifs** (Oicha).

3.ZONES D'ACCUEIL : Lubero, Nyiragongo

La désagrégation des mécanismes de solidarité au regard des déplacements massifs, générant des tensions foncières et des systèmes d'exploitation économique / économie de guerre, VBG de survie).

➔ **Une crise de protection et de dignité**, caractérisée par une dégradation critique de l'environnement de protection, marquée par trois dynamiques majeures :

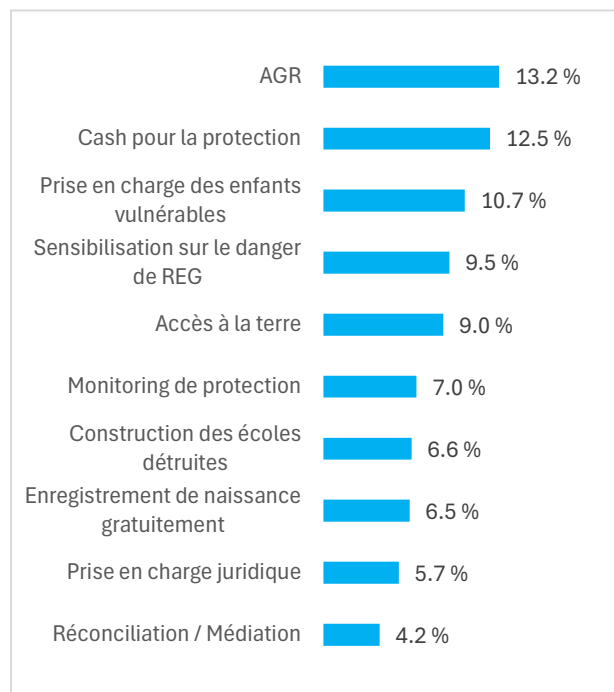
- Insécurité persistante ;
- Oppression administrative ;
- Violations et abus des droits essentiels.

BESOINS PRIORITAIRES EXPRIMÉS

La triangulation des besoins exprimés par les communautés révèle un consensus absolu : la **sécurité physique** conditionne toute réponse

humanitaire.

Principaux besoins prioritaires



SÉCURITÉ (PAIX) : Ressortie comme priorité numéro 1 dans la quasi-totalité des zones (95 % des IC). Les populations demandent la fin des hostilités, le départ des groupes armés des zones civiles et l'arrêt des tracasseries.

VIVRES (ACCÈS AUX CHAMPS) : Ce besoin est directement corrélé à la sécurité. L'insécurité alimentaire est la conséquence du manque d'accès à la terre (Mines à Oicha, Violence à Rutshuru).

ÉDUCATION & SANTÉ : La demande de réhabilitation des écoles et de gratuité des soins est forte, notamment dans les zones de retour.

La diversité des besoins exige une réponse sur mesure : une assistance humanitaire immédiate pour le Sud (Masisi, Nyiragongo, Rutshuru), et un appui à la stabilisation durable pour le Nord (Beni, Lubero, Walikale).

6. RECOMMANDATIONS

Secteurs	Localités cibles	Actions
Protection de l'enfant	Mweso, Bambo, Binza, Kibirizi, Rwanguba	Négocier la libération immédiate des écoles (« Ecoles zones de paix »). Programmes DDR d'urgence pour les enfants
	Masisi, Lubero, Kibirizi, Birambizo, Binza, Rutshuru, Mweso, Kayna	Mise en place et/ou redynamisation des mécanismes de coordination pour atténuer les risques croissants pesant sur les mineurs.
Protection physique & plaidoyer	Biena, Pinga, Kibirizi, Birambizo, Binza, Rutshuru, Bambo	Plaidoyer civil-militaire pour cesser les arrestations arbitraires aux barrières. Renforcer les mécanismes d'alerte précoce dans les zones à forte létalité pour prévenir les massacres.
Lutte contre les violences sexuelles et basées sur le genre (VBG)	Kirotshe, Masisi, Nyiragongo, Kibirizi, Bambo	Coupler la réponse VBG à des programmes d'autonomisation économique (AGR) pour les femmes (lien chômage/VBG).
Lutte Anti-Mines (LAM)	Kayna, Rutshuru, Bambo, Kirotshe, Nyiragongo, Oicha	Déployer en urgence des équipes de marquage et d'éducation aux risques pour faciliter l'accès aux champs et prévenir le risque d'insécurité alimentaire.
Logement, Terre et Propriété (LTP)	Pinga, Rutshuru, Lubero, Nyiragongo	Apporter un appui technique et accompagnement aux structures communautaires de résolution de conflits pour la médiation des conflits d'occupation secondaire et des loyers.
Cohabitation pacifique	Masisi, Mabalako, Nyiragongo, Binza, Kirotshe	Promouvoir une médiation foncière inclusive et une gouvernance transparente des ressources afin de restaurer la confiance entre les populations et les institutions étatiques.
Gouvernance & Redevabilité	Biena, Bambo, Musienene, Kibirizi, Lubero et Masisi	Renforcer les mécanismes de plainte communautaires pour lutter contre l'impunité et les exactions administratives.